

À l'aube de France Travail, l'UGTG fait la razzia à Pôle emploi

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGAUDELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

1 décembre 2023



L'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) vient d'opérer une razzia électorale. Le syndicat perçu comme le plus âpre et radical dans la lutte, a écrasé tous ses confrères lors des élections professionnelles qui se sont tenues le 23 novembre à Pôle emploi.

Au sein de l'établissement public en charge de la politique publique de l'emploi, l'UGTG sera pour les quatre prochaines années, le représentant majoritaire du personnel au Comité social et économique (CSE, instance qui remplace les anciennes instances du personnel comités d'établissement, délégués du personnel, CHSCT).

“Comment des gens en situation précaire peuvent-ils aider des personnes qui sont dans la même situation ?”

Patricia Pioche, UGTG

Huit listes dans les trois collèges se disputaient les postes. Celui des employés, celui des agents de maîtrise et celui des cadres. Chez les employés l'UGTG a obtenu six sièges titulaires sur huit, et six sièges suppléants sur Huit. Chez les agents de maîtrise, le syndicat obtient trois sièges titulaires sur quatre et deux sièges suppléants sur quatre.

Le seul cadre que compte dans ses rangs l'UGTG a été lui aussi élu. Au total l'UGTG a raflé 75% des sièges dans une consultation qui a fortement mobilisé et enregistré un taux de 85% de participation sur 750 salariés.

« Les salariés se sentent menacés »

Selon Patricia Pioche représente de l'UGTG à Pôle emploi, les résultats de cette consultation traduisent la grande incertitude qui règne chez les salariés : «*Ils se disent je ne sais pas ce que je vais devenir. La situation des salariés était déjà compliquée. Elle est maintenant source d'inquiétude avec l'arrivée en 2024 de France Travail*».

À chaque fois que les salariés se sentent menacés l'UGTG enregistre

d'excellents scores, explique Patricia Pioche. Elle fustige le manque de moyens à Pôle emploi, le manque d'effectifs et des problèmes d'accueil du public importants. « *L'accueil n'est vraiment pas bon* » déplore-t-elle. Et puis surtout, « *22% des salariés sont en contrat à durée déterminée. Comment des gens en situation précaire peuvent-ils aider des personnes qui sont dans la même situation ?* », interroge-t-elle.



Photo d'archives. Déjà en 2016 lors d'une grève à Pôle emploi, la syndicaliste Patricia Pioche dénonçait “une politique de plagiat des mesures appliquées en France, qui ne sert à rien”.

50 ans de renforcement

L'UGTG porte une vision économique et politique du syndicalisme et est « engagé dans la lutte pour la libération nationale de la Guadeloupe et pour la transformation sociale ». Depuis sa création il y a cinquante ans, le 2 décembre 1973, le syndicat indépendantiste s'est constamment renforcé au point d'être aujourd'hui la principale organisation syndicale de Guadeloupe.

Son dernier combat sociétal, la lutte contre la vie chère, fédère autour de

l'idée qu'une catégorie d'entrepreneurs se vautre dans la pwofitasyon, cette « exploitation outrancière, capitaliste et colonialiste » du marché des vivres, biens et services de grande consommation. Un abus commis sous le regard des gouvernements et élus locaux qui peinent à refréner tant d'appétit vorace.

Hostiles à France Travail

Avec 19% de chômage en 2022 (7,2% en France), le marché du travail est défectueux et présente des performances médiocres en Guadeloupe.

Depuis son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron cherche à atteindre l'objectif d'« un taux de chômage de 5 % ». Sa dernière mesure phare, la réforme France Travail qui devrait fusionner Pôle emploi, Cap emploi pour les personnes porteuses de handicap et les missions locales pour l'insertion des jeunes, déclenche une forte hostilité des syndicats.

Ils craignent une perte de droits pour les personnes inscrites, inviter à « accepter n'importe quel emploi, n'importe quel salaire et dans n'importe quelles conditions ». La réforme du RSA, avec ses 15 heures d'activités obligatoires, étant une illustration de la politique macroniste.

Daniel Memain, agent Pôle Emploi et porte-parole du syndicat Solidaires Sud Emploi en Occitanie développe cette analyse au micro de France 3 le 26 septembre : « *On va demander aux agents de devenir des hypercontrôleurs et non pas des conseillers. L'injonction gouvernementale, c'est d'aller chercher toutes les personnes en âge de travailler et de les contraindre à accepter des travaux, que l'on appelle nous des travaux forcés, des travaux modernes imposés* » ajoute-t-il. « *Notre slogan, c'est : Contrôle partout, service nulle part.* »

